



Appel du 26e congrès de la CGT Employés/Ouvriers aux agents de Bobigny

Notre collectivité subit depuis des mois une avalanche de mauvais coups pour le personnel. En janvier, ce fut la publicité peu flatteuse autour de l'affaire du chargé de mission responsable du contrôle de gestion et de la logistique. A ce jour, nous sommes sans nouvelle de sa position administrative et de ses éventuelles sanctions. Notre exigence d'un Comité Technique extraordinaire sur le sujet est toujours sans réponse.

La crise politique de la majorité municipale s'amplifie. Ainsi, le 1^{er} mars, le vote du budget a été reporté à la semaine d'après faute de quorum au niveau des élus de la majorité. Cette situation extrêmement rare et grave intervient après l'annonce du départ de plusieurs membres de la Direction Générale, à commencer par le Directeur Général des Services. La direction des ressources humaines quant à elle, n'a pratiquement plus de cadre à commencer par le poste de directeur des ressources humaines.

Durant deux mois consécutifs nous avons perçu notre salaire avec retard et cela a pénalisé de nombreux collègues qui ont eu des pénalités bancaires. Cette situation n'est pas acceptable d'autant plus que le cabinet du maire s'est contenté d'un communiqué publié après celui de la CGT.

De nombreux services sont désorganisés. Des lois telles que le PPCR (que nous contestons par ailleurs) ou la loi Sauvadet qui devraient être mises en œuvre depuis de nombreux mois, ne le sont pas bien qu'ayant des conséquences directes sur les carrières et les salaires. Le personnel est en grande souffrance du fait de la désorganisation, d'orientations contradictoires et de nombreux départs et ce dans beaucoup de services. Nous interpellons le maire qui est l'adjoint au personnel et nous l'enjoignons de l'emplir pleinement son rôle.

Mais c'est par la mobilisation du personnel et du syndicat que nous avons obtenu le renouvellement des contrats du personnel de service deux ans de suite, l'embauche de 4 collègues au service social, ou le recul sur la fermeture de la Maison des Parents et le maintien du poste de la directrice, le maintien de la Bourse Locale du travail ainsi que des subventions ou encore la stagiairisation de 4 contractuelles au service éducation.

Ces victoires doivent nous servir de points d'appui pour d'autres conquêtes, la préservation du service public partout et dans tous les secteurs.

- **N'acceptons plus de souffrir en silence, exigeons tous ensemble l'expertise sur les risques psychosociaux !**
- **Défendons notre self communal et exigeons des travaux rapides en participant aux « Mardis du self »**
- **N'acceptons plus les changements de postes, d'organisation de services sans passage en comité technique !**
- **Exigeons le respect des commissions paritaires !**

A tous les agents de la collectivité, nous demandons de redresser la tête. Unis et en action, nous ferons douter et reculer l'exécutif municipal pour la sauvegarde et l'extension du service public.

Le 24 mars 2017